

Duplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE MAMERS

R E C E P I S S E D E D E P O T

1 Place de la Republique 72600 MAMERS
ADRESSE POSTALE GREFFE TRIBUNAL DE COMMERCE CITE JUDICIAIRE
72014 LE MANS CX E-MAIL GTCSARTHE@AOL.COM WEB WWW.GREFTEL.FR
TEL 02.43.14.18.50 FAX 02.43.14.18.59 MINITEL 08.36.29.22.22

ABF MICHEL BRIANT

ZI DU JONCHERAY
ROUTE DE MAMERS
72400 LA FERTE BERNARD

V/REF : IMMATRICULATION SANS ACTIVITE
N/REF : 2001 B 66 / A-432

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MAMERS CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 03/10/2001, SOUS LE NUMERO A-432,

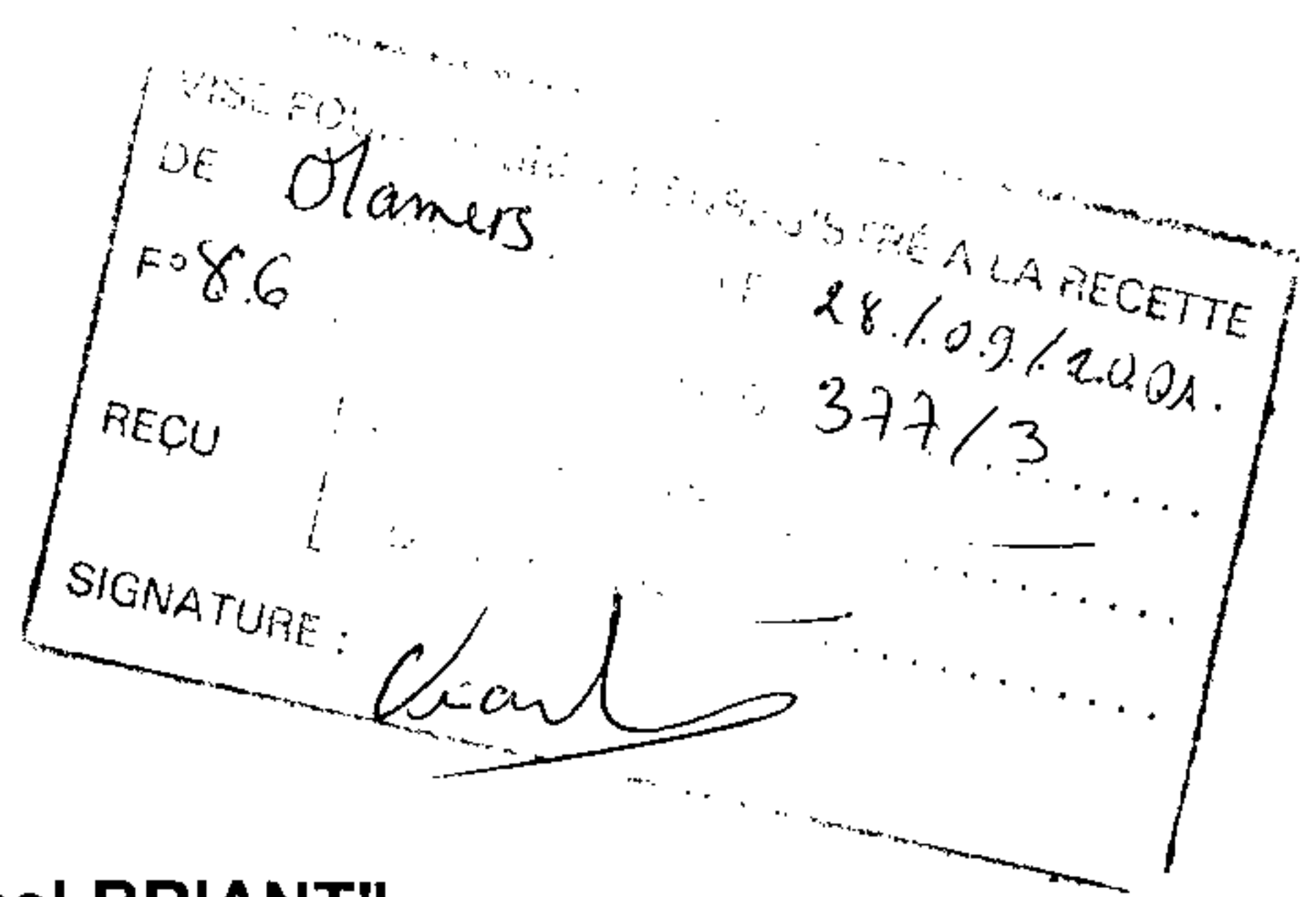
ACTE S.S.P. EN DATE DU 19/09/2001

FORMATION DE LA SOCIETE

... CONCERNANT LA SOCIETE
ABF MICHEL BRIANT
STE A RESPONSABILITE LIMITEE
ZI DU JONCHERAY
ROUTE DE MAMERS
72400 LA FERTE BERNARD

R.C.S MAMERS 439 434 218 (2001 B 66)

LE GREFFIER



"A.B.F. Michel BRIANT"
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 16.000 Euros
Siège social : Zone Industrielle du Joncheray
Route de Mamers
72400 LA FERTE-BERNARD

STATUTS

"A.B.F. Michel BRIANT"
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 16.000 Euros
Siège social : Zone Industrielle du Joncheray
Route de Mamers
72400 LA FERTE-BERNARD

STATUTS

Le soussigné :

Monsieur Michel André Claude BRIANT, électricien, époux de Madame Martine Aline Madeleine GESLIN, demeurant à CETON (61260), 11, rue Edouard Fournier.

Né le 1er Août 1948, à VIRE-EN-CHAMPAGNE (72350),

Marié sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître LEVEQUE, Notaire à LA FERTE-BERNARD, le 14 décembre 1992, préalable à son union célébrée à la Mairie de LA BOSSE (72400), le 6 Février 1993.

Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française,

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société à responsabilité limitée qu'il a décidé d'instituer.

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

* Toutes opérations concernant le bobinage, les moteurs électriques, les composants électro-mécaniques et électriques, les accessoires automobiles, l'électro-ménager, et tout ce qui concerne la vente, la pose et la réparation en découlant.



* La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

* Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : "**A.B.F. Michel BRIANT**".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **LA FERTE-BERNARD (Sarthe), Zone Industrielle du Joncheray - Route de Mamers.**

Il peut être transféré par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Monsieur Michel BRIANT, associé unique, apporte à la Société une somme en espèces la somme de **SEIZE MILLE (16.000) Euros.**

Cette somme de 16.000 € a été dès avant ce jour, déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, au CREDIT MUTUEL, agence de CETON (Orne).

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à SEIZE MILLE Euros, divisé en 1.600 parts de 10 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 1.600 et attribuées en totalité à Monsieur Michel BRIANT, associé unique.

MB

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 8 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, l'associé unique ou les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié.

La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des parts est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les parts sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts à des tiers étrangers à la Société autres que le conjoint, les ascendants et descendants d'un associé sont soumises à la procédure d'agrément prévue par la loi et le décret sur les sociétés commerciales.

ARTICLE 10 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont désignés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision de l'associé unique ou par une décision ordinaire des associés.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'associé unique ou aux associés.

Sur le plan interne, le gérant peut faire tous les actes de gestion conformes à l'intérêt de la Société.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant non associé ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision de l'associé unique ou des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts.

Monsieur Michel BRIANT, associé unique, assure la gérance de la Société sans limitation de durée.

Sa rémunération sera fixée ultérieurement. Il sera remboursé, sur justificatifs, de ses frais de déplacement et de représentation.

ARTICLE 11 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN GERANT OU UN ASSOCIE

Les conventions qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du Directoire ou un membre du Conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

S'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par le gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de l'assemblée des associés.

La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, gérant ou non ; toutefois, le Commissaire aux Comptes ou à défaut le gérant non associé doivent établir un rapport spécial.

Les conventions conclues par l'associé unique ou par le gérant non associé doivent être mentionnées dans le registre des décisions de l'associé unique.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en

compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 12 - DECISIONS D'ASSOCIES

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés.

Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

AG

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le **1er octobre et finit le 30 septembre**.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 30 septembre 2002.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur.

L'associé unique approuve les comptes annuels et décide l'affectation du résultat dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

S'il n'est pas gérant, le rapport de gestion, les comptes annuels, le texte des décisions à prendre et, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes lui sont adressés par la gérance avant la fin du cinquième mois suivant la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée des associés approuve les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée des associés détermine la part attribuée à chacun des associés.

L'associé unique ou l'Assemblée des associés détermine les modalités de mise en paiement des dividendes, qui doit intervenir dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

De même, l'associé unique ou l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'associé unique ou l'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'Assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci.

Le Tribunal de commerce saisi de l'opposition peut soit la rejeter, soit ordonner le paiement des créances, soit ordonner la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes.

La transmission à l'associé unique du patrimoine de la Société et la disparition de la personnalité morale de celle-ci n'interviennent qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Si la Société comprend au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation.

Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif.

Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société et l'associé unique ou entre la Société et les associés ou entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 20 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Monsieur Michel BRIANT, associé unique et seul gérant, est expressément habilité à accomplir les actes et à prendre les engagements suivants :

* Acquérir de la SARL "A.B.F" Société à Responsabilité au capital e 100.000,00 Francs, dont la siège est à LA FERTE-BERNARD, Z.I du Joncheray, route de Mamers, immatriculée sous le n° 328 877 527 R.C.S MAMERS, un fonds de commerce d'électricité, électro-ménager, constructions, électro-mécanique, à l'exclusion de la vente, l'entretien, la réparation de véhicules automobiles neufs ou d'occasion, moyennant le prix QUARANTE ET UN MILLE CENT SOIXANTE ET UN EUROS et 23 cents (41.161,23 €) soit une contre valeur de 270.000Francs, s'appliquant

- aux éléments incorporels pour 37.814,98 €
- au matériel pour 3.346,26 €

Le tout stipulé payable comptant le jour de l'acte authentique.

A ce prix s'ajoutent les frais d'acquisition évalués à 4.573,47 €

70

* Acquérir le stock de marchandises dans la limite de 10.671,43 Euros soit la contre valeur de (70.000 Francs) payable directement au cédant au moment de la réalisation de la cession en sus du prix ci-dessus indiqué d'après l'inventaire qui sera alors dressé directement entre les parties.

* Souscrire un prêt auprès du Crédit Mutuel (Agence de CETON) pour le financement d'un montant de 400.000,00 Francs, remboursable sur une durée de 10 ans, productif d'intérêt maximum hors assurance de 6%.

* Donner toutes garanties nécessaires.

* Reprendre dans le cadre de l'activité les engagements alors souscrits par Monsieur PIRES, es-qualité, savoir :

- *Marché n° 85000.9.2.0134 avec la SNCF*

Suivant convention établie sous signatures privées en date à NANTES (44), le 1^{er} juillet 1999, la SNCF a conclu avec Monsieur PIRES, un marché consistant à exécuter pour le compte de l'E.I.M.M. du MANS, les travaux de rebobinage définis à l'article 3 de ladite convention.

Le contrat a été conclu pour une année à compter du 1^{er} juillet 1999 renouvelable.

- *Contrat d'abonnement service ELIS*

Suivant convention sous signatures privées, M. PIRES a conclu avec la Société dénommée LES LAVANDIERES-ELIS MAINE, Z.I Nord au MANS, un contrat ayant pour objet l'exécution de prestations de location-entretien d'articles textiles et d'équipements d'hygiène ainsi que de leurs accessoires.

Le contrat conclu pour une période initiale de 3 ans ayant commencé à courir à partir de la date du dépôt effectif du stock d'articles propres à chaque service chez le client, s'est renouvelé par tacite reconduction pour une durée égale à la période initiale.

Etant stipulé à l'article 11 de la convention, que M. PIRES s'engage à prévenir le loueur par lettre recommandée des modifications intervenant dans sa situation juridique notamment en cas de vente de son fonds de commerce.

- *Contrat essai fontaine.*

En date du 10 juillet 2000.

- *Contrat air liquide*

Contrat entretien bouteilles oxygène et acétylène renouvelable tous les cinq ans.

* Reprise du personnel tel qu'il sera énoncé dans l'acte de cession.

113

* Signature d'un avenant au bail commercial en date du 30 décembre 1992 par la Société Civile Immobilière "l'AVENIR", représentée par Madame Béatrice ZOPHONIASSE, portant sur un immeuble sis à la FERTE-BERNARD, Z.I route de MAMERS, moyennant outre diverses charges et conditions, un loyer mensuel hors taxes de 5.000,00 Francs, à compter du 1^{er} octobre 2001, révisable par période triennale selon l'indice national du coût de la construction.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Michel BRIANT et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait en six originaux,
A CETON
Le 19 Septembre 2001

*Bon pour acceptation des
fondateurs de Céton*

J. Briant

MB

ANNEXE

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

* Ouverture d'un compte au CREDIT MUTUEL, Agence de CETON, pour le dépôt des fonds formant le capital social.

* Ouverture d'un compte commercial à ladite banque.

MB